

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

*Un Peuple - Un But - Une Foi*

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION  
ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES



## RÉSUMÉ DES RAPPORTS D'ÉVALUATION EX ANTE DE PROJETS/PROGRAMMES PROPOSÉS À L'INSCRIPTION AU BUDGET DE 2023

DIRECTION DE LA  
PLANIFICATION



Juillet 2022

[www.plandev.sn](http://www.plandev.sn)





# RÉSUMÉ DES RAPPORTS D'ÉVALUATION EX ANTE DE PROJETS/PROGRAMMES PROPOSÉS À L'INSCRIPTION AU BUDGET DE 2023

Juillet 2022

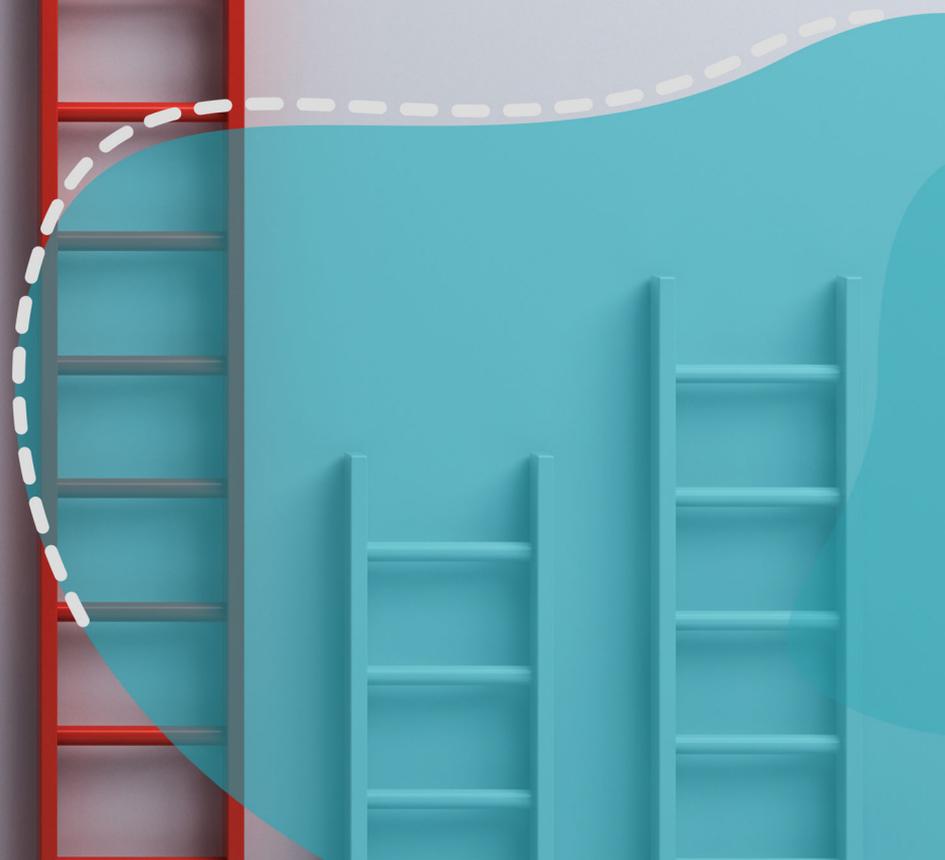
[www.plandev.sn](http://www.plandev.sn)



## TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF.....	4
SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES .....	8
LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET CARTES.....	9
INTRODUCTION .....	10
I. DESCRIPTION DE LA BANQUE DE PROJETS EVALUES .....	11
II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE LA MATURATION DES PROJETS.....	16
III. RESULTATS ET RECOMMANDATIONS.....	20
CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES .....	24
ANNEXES .....	25
ANNEXE 1 : Projets / Programmes évalués en 2022.....	25
ANNEXE 2 : Exemple de fiches de synthèse des résultats d'UN projet évalué.....	40
ANNEXE 3 : Matrice d'analyse des risques.....	42
ANNEXE 4 : Matrices des critères d'évaluation.....	43
ANNEXE 5 : Matrice des parties prenantes .....	51
ANNEXE 6 : Glossaire .....	52

# RESUME EXECUTIF



Dans le cadre du relèvement significatif de la qualité et de la performance des investissements publics, le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération (MEPC), à travers la Direction générale de la Planification et des Politiques économiques (DGPPE), s'est engagé à accompagner les ministères techniques dans la maturation et l'évaluation socioéconomique de leurs projets avant leur inscription à la loi de finances initiale. Cet exercice vise à éclairer la prise de décision d'investissement de l'autorité qui doit s'assurer de la performance et de la rentabilité des projets et programmes, afin de garantir une allocation optimale des ressources.

C'est ainsi que des avancées significatives ont été notées depuis quelques années. En effet, le nombre de projets et programmes évalués annuellement est passé de **12 en 2015, 50 en 2020, 86 en 2021 et 91 en 2022.**

## Description de la banque de projets évalués

Au titre de l'année 2022, un portefeuille de quatre-vingt-onze (**91**) projets/programmes, correspondant à un volume d'investissements de **1 467 684 974 080 F CFA**, répartis sur plusieurs sous-secteurs d'activités, a été évalué par la Direction de la Planification. En outre, une cartographie des zones d'intervention montre que ce portefeuille de projets est assez bien réparti sur tout le territoire national.

Cette banque de projets/programmes évalués est composée en majorité de **projets d'appui à la production (42,86%), de projets sociaux (34,07%), environnementaux (17,58%) et de production (5,49%)**. Les sept (07) projets du secteur de l'Aménagement et du Développement territorial, d'une part, et des Energies, de l'autre, représentent respectivement 15,78% et 10,34% du coût total de la banque de projets évalués.

Par ailleurs, à côté des projets transmis pour maturation par les ministères sectoriels, figure également un (01) projet reçu en **offre spontanée** portée par une entreprise, et correspondant à **1,10%** des investissements. Cela illustre l'option des autorités d'un développement des synergies d'actions pour la maturation des projets privés et en PPP.

Il est également important de noter que la tendance consistant à domestiquer l'expertise de maturation au sein de la DGPPE est devenue davantage prégnante. En effet, **85,71%** des projets portés par les sectoriels ont fait l'objet d'une **formulation avec l'appui de la DGPPE**, **6,59%** ont fait l'objet d'étude de faisabilité réalisée par un cabinet privé recruté par la DGPPE et **7,60%** ont des documents de projet relativement bien formulés par le Ministère.

## Démarche méthodologique de l'évaluation

Ce présent rapport, qui vise à éclairer la prise de décision, est l'aboutissement d'un processus de structuration et/ou d'évaluation de **quatre-vingt-onze (91)** projets/programmes d'investissement issus d'un portefeuille de cent-trente-et-un (**131**) projets qui ont fait l'objet d'une tentative de maturation sur un ensemble de cent soixante-deux (**162**) projets transmis par les sectoriels.

Cet exercice a été, en général, conduit à travers des revues documentaires, des rencontres de maturation avec les initiateurs du projet, des missions de collecte d'informations réalisées par les agents de la Direction de la Planification accompagnés par les experts des ministères techniques au niveau des zones de projet et d'une **évaluation multicritère** (pertinence, cohérence, opportunité, pertinence des activités et bien-fondé des coûts, pérennité et durabilité des effets

et impacts, équité sociale, territoriale et genre, bénéfiques stratégiques, faisabilité et risques potentiels, viabilité et éventuellement la rentabilité financière, etc.) basée sur l'**analyse coûts/bénéfices socioéconomiques**. Suivant leur envergure et leur coût, certains projets proposés à l'inscription au budget ont fait l'objet d'analyse d'impact sur le PIB et sur la création d'emploi, et devront faire l'objet d'analyses complémentaires (Soutenabilité budgétaire, impact sur l'endettement du pays, etc.).

## Résultats

L'appréciation des onze (11) critères d'évaluation, pour chaque projet ou programme, a permis de **proposer, sur les quatre-vingt-onze (91) qui ont fait l'objet d'évaluation, soixante-dix-sept (77) pour inscription au budget**, soit un taux de rejet de **15,38%**. Ce taux, calculé par rapport aux projets évaluable, n'intègre ni les quarante (40) **projets reçus, dont les tentatives de formulation n'ont pas abouti, ni les trente (30) projets classés sans suite ou reportés au futur cycle de maturations par la DP** pour diverses raisons. Par rapport au nombre total de projets reçus et étudiés, **le taux de rejet est de 41,22%**.

Les projets évalués et rejetés correspondent à un volume d'investissements de **96 183 626 627 F CFA**. L'ensemble des projets proposés correspond à un coût total de **1 371 501 367 454 FCFA**, soit **93,45%** du volume d'investissements de la banque de projets évalués.

Certains projets rejetés pourraient être restructurés avant de faire l'objet d'un autre examen, tandis que d'autres retenus nécessitent quelques modifications/corrections mineures malgré leur proposition pour inscription au budget.

La répartition sectorielle des projets/programmes évalués et proposés à l'inscription au budget montre la prépondérance, par rapport au volume d'investissement, du sous-secteur **de l'Environnement et du Développement durable avec 19,48%**, suivi de la **Santé et de l'Action sociale avec 10,39%**, des **Energies et du Tourisme avec chacun 9,09%**.

En outre, dans un souci de **rationalisation, de renforcement des synergies d'interventions et de gain d'efficacité**, plusieurs projets connexes, portés par le même département ministériel ou des départements différents, visant à atteindre le même objectif global, ont fait l'objet d'une proposition de regroupement en programme. Certains projets redondants ont également été examinés et des propositions de rationalisation faites. Enfin, il a été recommandé, pour certains qui interviennent sur tout le territoire, de démarrer par une phase pilote afin de capitaliser sur le retour d'expériences, avant de mettre à l'échelle sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, il est important de préciser que les visites de terrain ont permis de restructurer, d'ajouter et/ou de redimensionner ou de revoir à la baisse les coûts de certaines activités.

La répartition spatiale des volumes d'investissements proposés au budget montre que les **12,60%** sont exclusivement captés par la seule région de Thiès, les **33,70%** par au moins deux régions (multi-régions) et les **49,32%** ont concerné tout le territoire national. Néanmoins, de grands déséquilibres, qui pourraient renforcer les disparités territoriales dont souffrent des régions comme **Kédougou, Sédhiou et Matam** qui reçoivent environ **deux (02) fois moins** d'investissements que les régions de **Dakar, Thiès, ou Kaolack**, ont été notés.

Une analyse de la structure des coûts des projets fait ressortir **une part relativement élevée allouée au fonctionnement dans certains projets d'investissements**. Un réaménagement de ces dépenses de fonctionnement a été fait avant leur proposition d'inscription au budget. En outre l'analyse des coûts et de la pertinence des activités y relatives a permis de revoir à la baisse certains de ces montants.

## Conclusions et perspectives

L'efficacité et l'efficience de la démarche, consistant à procéder à la maturation (formulation et évaluation) des projets/programmes avec des équipes constituées de techniciens du Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération et des ministères techniques, ont été encore confirmées. Cette approche a, une fois de plus, été particulièrement saluée par l'administration déconcentrée, les élus territoriaux et les populations locales qui ont beaucoup contribué à la réussite de cet exercice.

A cet égard, il est nécessaire de poursuivre cette expérience parallèlement aux études de faisabilité qui seront confiées à des cabinets d'études privés dont l'expertise demeure indispensable pour mener à bon port certains projets. Pour chaque projet/programme, le choix de la démarche à adopter se fera de **manière consensuelle** avec les initiateurs en tenant compte, entre autres, de la **documentation existante**, de **l'envergure du projet** et de **l'expertise disponible** au sein du ministère technique.

**NB** : Les fiches de synthèse des résultats d'évaluation des projets/programmes sont dans un document annexe.

# SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

---

<b>ACA</b>	: Analyse coûts - avantages
<b>DGPPE</b>	: Direction générale de la Planification et des Politiques économiques
<b>DP</b>	: Direction de la Planification
<b>MEPC</b>	: Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération
<b>PAP</b>	: Plan d'Actions prioritaires
<b>PRODOC</b>	: Document de projet
<b>PPP</b>	: Partenariats Public-Privé
<b>RAC</b>	: Ratio Avantage-Coût
<b>RACE</b>	: Ratio Avantage-Coût économique
<b>TRI</b>	: Taux de Rendement interne
<b>TRIE</b>	: Taux de Rendement interne économique
<b>VAN</b>	: Valeur actuelle nette
<b>VANE</b>	: Valeur actuelle nette économique
<b>MEDD</b>	: Ministre de l'Environnement et du Développement durable
<b>ZIP</b>	: Zone d'Intervention du Projet
<b>GAR</b>	: Gestion axée sur les Résultats

# LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET CARTES

## TABLEAUX

<b>Tableau 1</b> : Répartition sectorielle du portefeuille de projets/programmes évalués .....	14
<b>Tableau 2</b> : Liste détaillée des projets/programmes évalués en 2021 .....	25
<b>Tableau 3</b> : Matrice d'analyse des risques.....	42

## GRAPHIQUES

<b>Graphique 1</b> : Évolution du nombre de projets/programmes évalués ex ante.....	12
<b>Graphique 2</b> : Répartition selon l'origine du document.....	13
<b>Graphique 3</b> : Répartition selon la typologie du projet/programme.....	13
<b>Graphique 4</b> : Répartition selon l'appartenance ou non au PAP 2A.....	21
<b>Graphique 5</b> : Répartition selon la proposition ou non à l'inscription au budget.....	21
<b>Graphique 6</b> : Proportion de projets rejetés sur l'ensemble des projets transmis par les ministères techniques .....	21

## CARTES

<b>Carte 1</b> : Répartition spatiale du nombre de projets/programmes évalués (en %).....	15
<b>Carte 2</b> : Répartition spatiale du volume d'investissements correspondant au portefeuille de projets/programmes évalués et proposés à l'inscription au budget (en pourcentage). .....	22

# INTRODUCTION

---

La généralisation de la mise en œuvre des réformes budgétaires exige une amélioration de la gestion du cycle de vie des projets et programmes pour un relèvement significatif de la qualité et de la performance des investissements publics. A cet égard, le Gouvernement du Sénégal, à travers le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération (MEPC), compte évaluer *ex ante* les projets/programmes à inscrire au budget. Cette démarche traduit la forte volonté des autorités de garantir l'efficacité des dépenses publiques et le relèvement de la qualité et de la rentabilité des investissements par une allocation stratégique des ressources articulées aux politiques de l'Etat.

Dans le cadre de cette mission, le MEPC accompagne les ministères sectoriels pour la constitution d'une banque de projets/programmes matures et bancables, c'est-à-dire bien structurés et évalués *ex ante* afin de s'assurer, entre autres, de leur cohérence, leur pertinence, leur opportunité, leur faisabilité, leur viabilité et leur rentabilité socioéconomique. Cet exercice contribue à éclairer au mieux la prise de décisions optimales et cohérentes. Il devrait, également, stimuler et faciliter le dialogue et la concertation entre les différents acteurs (partenaires privés, administration publique, élus territoriaux, bénéficiaires, société civile, etc.) et permettre d'alimenter la programmation des projets/programmes éligibles au budget. En outre, des projets ayant fait l'objet d'offres spontanées ont également été évalués afin d'éclairer la prise de décision de l'autorité publique.

Ainsi, au titre de l'année 2022, la Direction générale de la Planification et des Politiques économiques (DGPPE) a évalué **quatre-vingt-onze (91) projets/programmes** et proposé à l'inscription au budget **soixante-dix-sept (77)** sur **cent trente-et-un (131)** qui ont fait l'objet d'une tentative de maturation, soit un **taux de rejet de 41,22%**.

Le présent rapport s'articule autour de trois (03) points :

- la présentation de la banque de projets évalués ;
- la démarche méthodologique de la maturation ;
- les résultats et recommandations de l'évaluation.

The background image shows a hand holding a pen over a laptop keyboard. A semi-transparent bar chart is overlaid on the right side of the image. The chart has several vertical bars of varying heights. The overall color scheme is blue and teal, with some yellow and white decorative shapes. The text 'I. DESCRIPTION DE LA BANQUE DE PROJETS EVALUES' is centered in a teal banner at the top.

# I. DESCRIPTION DE LA BANQUE DE PROJETS EVALUES

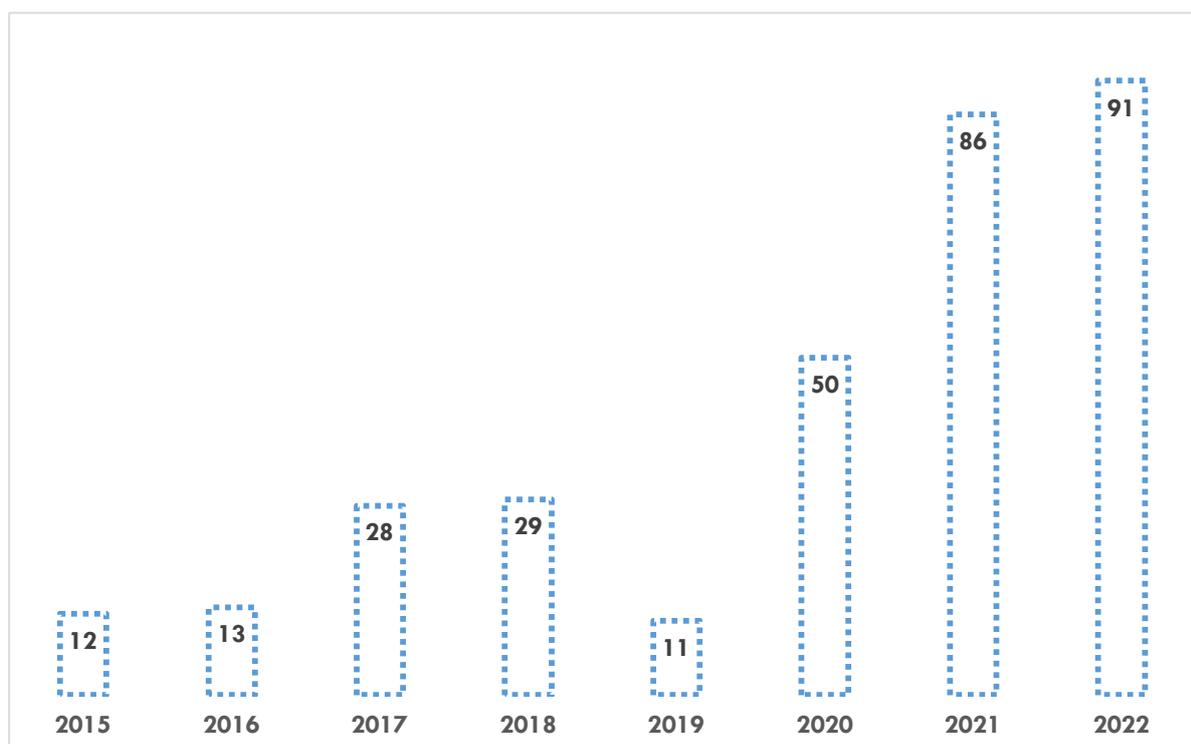
L'essentiel des informations pertinentes de chaque projet/programme évalué est fourni à **l'annexe 1**. Il s'agit de l'intitulé, du coût, du sous-secteur, de la localisation, de l'origine (document de projet (PRODOC) réalisé par le porteur du projet, ou PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE, étude réalisée par un cabinet privé recruté par la DGPPE et offre spontanée), de la typologie du projet (productif, appui à la production, social ou environnemental) de son appartenance au PAP2A, de la source de financement attendue du porteur et de la décision par la proposition ou non d'inscription au budget.

## Des avancées significatives notées dans la maturation des projets entre les années 2015 et 2022

Le nombre de projets évalués annuellement est passé de douze (12) en 2015, cinquante (50) en 2020, à quatre-vingt-six (86) en 2021 et à quatre-vingts onze (91) en 2022.

Au total, depuis 2015, la Direction de la Planification (DP) a étudié trois cent vingt (320) projets/programmes.

**Graphique 1** : Évolution du nombre de projets/programmes évalués ex ante



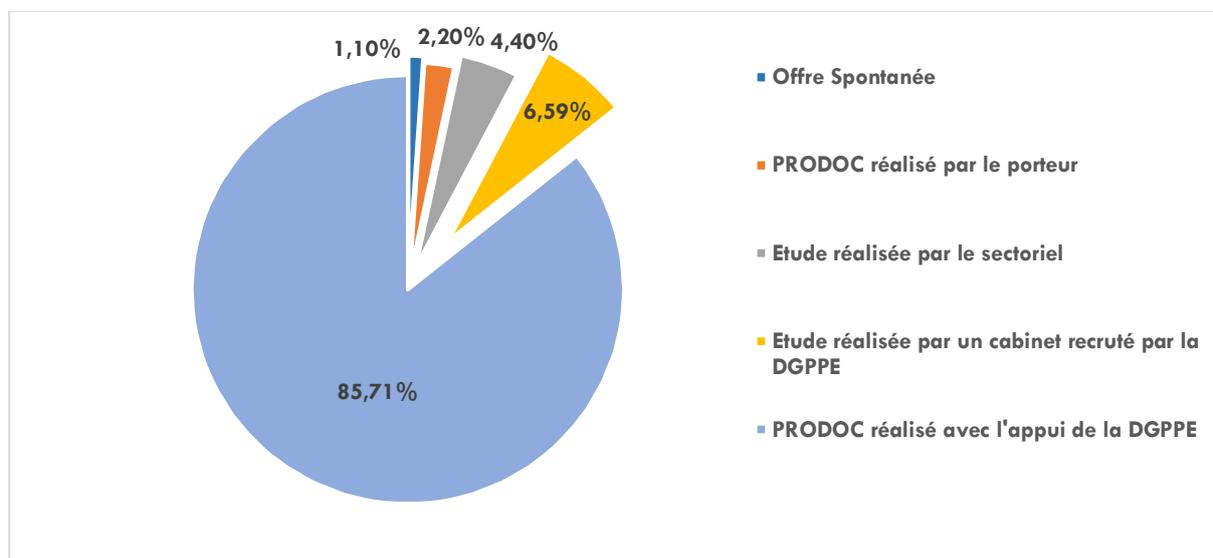
**Source** : Direction de la Planification, 2022

## Une faible présence des offres spontanées et une prépondérance des projets/programmes formulés avec l'appui des experts de la DGPPE

A côté des projets transmis pour maturation par les ministères sectoriels, figure une (01) offre spontanée ; une proportion de **85,71%** des projets/programmes portés par les sectoriels ont fait l'objet d'une formulation avec l'appui de la DGPPE ; **6,59%** ont fait l'objet d'étude de faisabilité réalisée par un cabinet privé recruté par la DGPPE et **7,60%** ont des documents de projet relativement bien formulés par le Ministère.

La plupart des documents de projet transmis par les ministères techniques ont permis d'améliorer et/ou de compléter la formulation pour disposer d'un dossier de projet évaluable.

**Graphique 2 :** Répartition selon l'origine du document



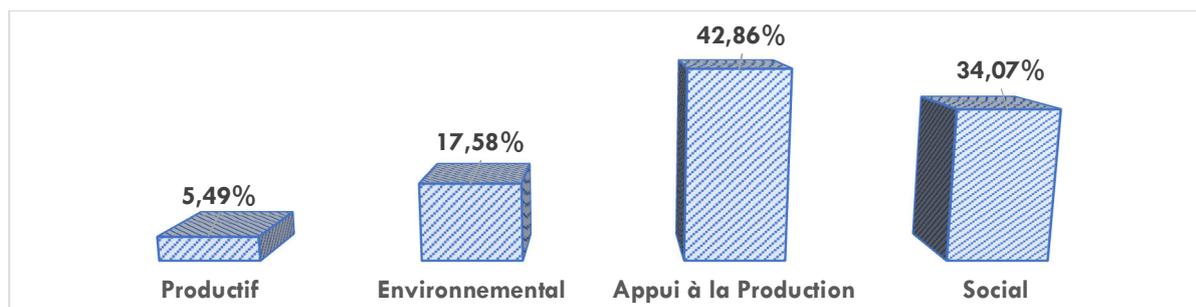
**Source :** Direction de la Planification, 2022

## Prépondérance des projets sociaux et des projets d'appui à la production

L'analyse de la typologie des projets évalués a permis de les répartir en quatre (04) catégories. C'est ainsi que :

- **42,86%** sont des projets **d'appui à la production**. Ce sont en général les projets d'infrastructures (de transport, de production, de mobilisation de ressources en eau, de distribution d'énergie, etc.) ;
- **34,07%** sont des projets **sociaux** (éducation et formation, santé, protection sociale, eau et assainissement, etc.) ;
- **17,58%** sont des projets **environnementaux** (préservation de l'environnement, d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, etc.) ;
- **5,49%** sont des projets de **production** (production agricole, industrielle, minière, maritime, etc.).

**Graphique 3 :** Répartition selon la typologie du projet/programme



**Source :** Direction de la Planification, 2021

## Prépondérance des investissements des sous-secteurs de l'Aménagement et du Développement territorial et des Énergies

Les projets/programmes du secteur de l'Aménagement et du Développement territorial, au nombre de sept (07), représentent **15,78%** du coût total de la banque de projets évalués, soit 231,600 Milliards de F CFA d'investissements. Ce secteur est suivi des Énergies (**10,34%** en termes de volume, correspondant à 151,805 Milliards de F CFA d'investissements, pour sept (7) projets), de l'Environnement et du Développement durable (**9,36%**, soit un volume d'investissement de 137,408 Milliards de FCFA pour seize (16) projets) et l'Industrie avec **9,46%** en termes de volume, correspondant à 138,914 Milliards de FCFA d'investissements, pour trois (3) projets.

**Tableau 1:** Répartition sectorielle du portefeuille de projets/programmes évalués

Sous-Secteur	Nombre de projets	Volume d'investissement FCFA	Pourcentage volume	TRIE moyen
Administration publique	1	867 100 000	0,06%	*
Agriculture	3	7 875 760 863	0,54%	35,00%
Aménagement et Développement territorial	7	231 599 835 084	15,78%	42,53%
Artisanat	1	16 417 700 000	1,12%	*
Commerce	1	61 718 900 000	4,21%	*
Développement social	2	8 386 107 500	0,57%	0,00%
Eau assainissement	4	120 057 372 553	8,18%	13,69%
Éducation-Formation-Recherche	1	2 626 459 000	0,18%	*
Énergies	7	151 804 707 420	10,34%	41,09%
Environnement et Développement durable	16	137 408 440 554	9,36%	19,85%
Industrie	3	138 914 231 792	9,46%	30,57%
Infrastructure et services	1	50 490 698 789	3,44%	7,96%
Infrastructures et services de transports maritimes	0	-	-	-
Infrastructures et services de transports routiers	1	1 241 710 216	0,08%	*
Jeunesse	5	28 070 055 476	1,91%	*
Justice-Défense-Sécurité	4	17 791 695 344	1,21%	3,00%
Mines et géologie	6	31 867 706 730	2,17%	48,00%
Numérique	3	101 938 343 500	6,95%	*
Pêche	6	102 058 057 270	6,95%	37,75%
Santé et action sociale	9	87 547 569 092	5,97%	0,00%
Tourisme	9	77 982 380 480	5,31%	13,16%
Transport aérien	1	91 020 142 417	6,20%	13,00%
<b>TOTAL</b>	<b>91</b>	<b>1 467 684 974 080</b>	<b>100,00%</b>	

**Source :** Calculs, Direction de la Planification, 2022

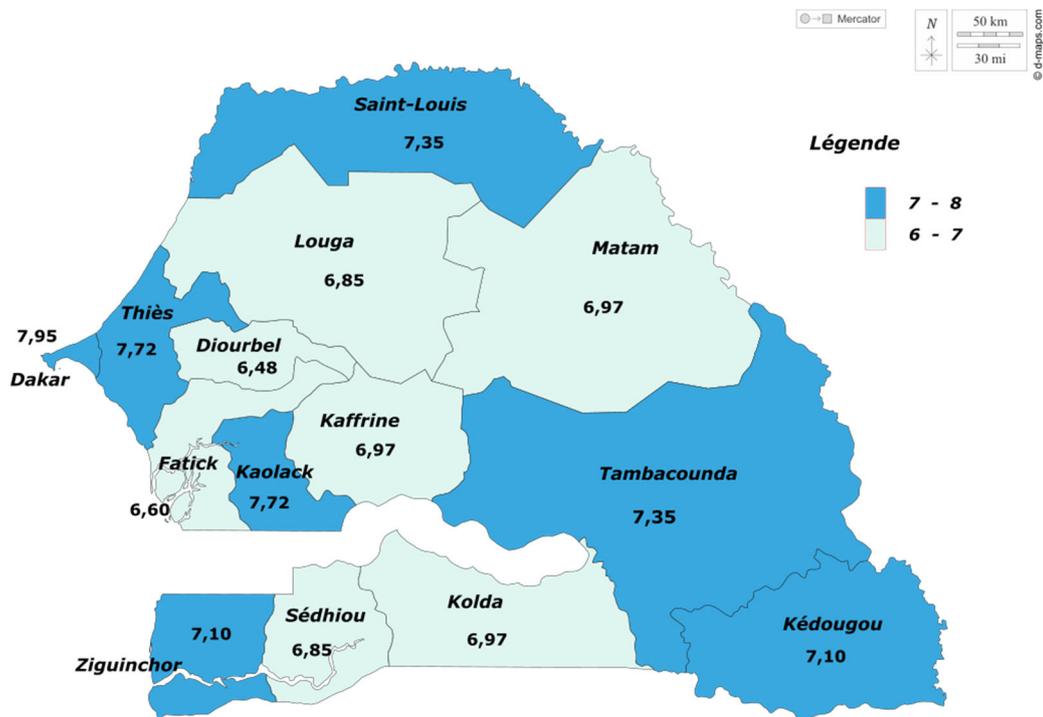
\*= TRIE non calculé<sup>1</sup>

<sup>1</sup> L'impossibilité de monétiser les avantages de certains projets, du fait de la nature du projet ou de la non disponibilité d'informations requises, ne permet pas de calculer le TRIE

## Une homogénéité notée dans la répartition spatiale des projets

La cartographie ci-dessous montre que les projets/programmes évalués interviennent sur tout le territoire.

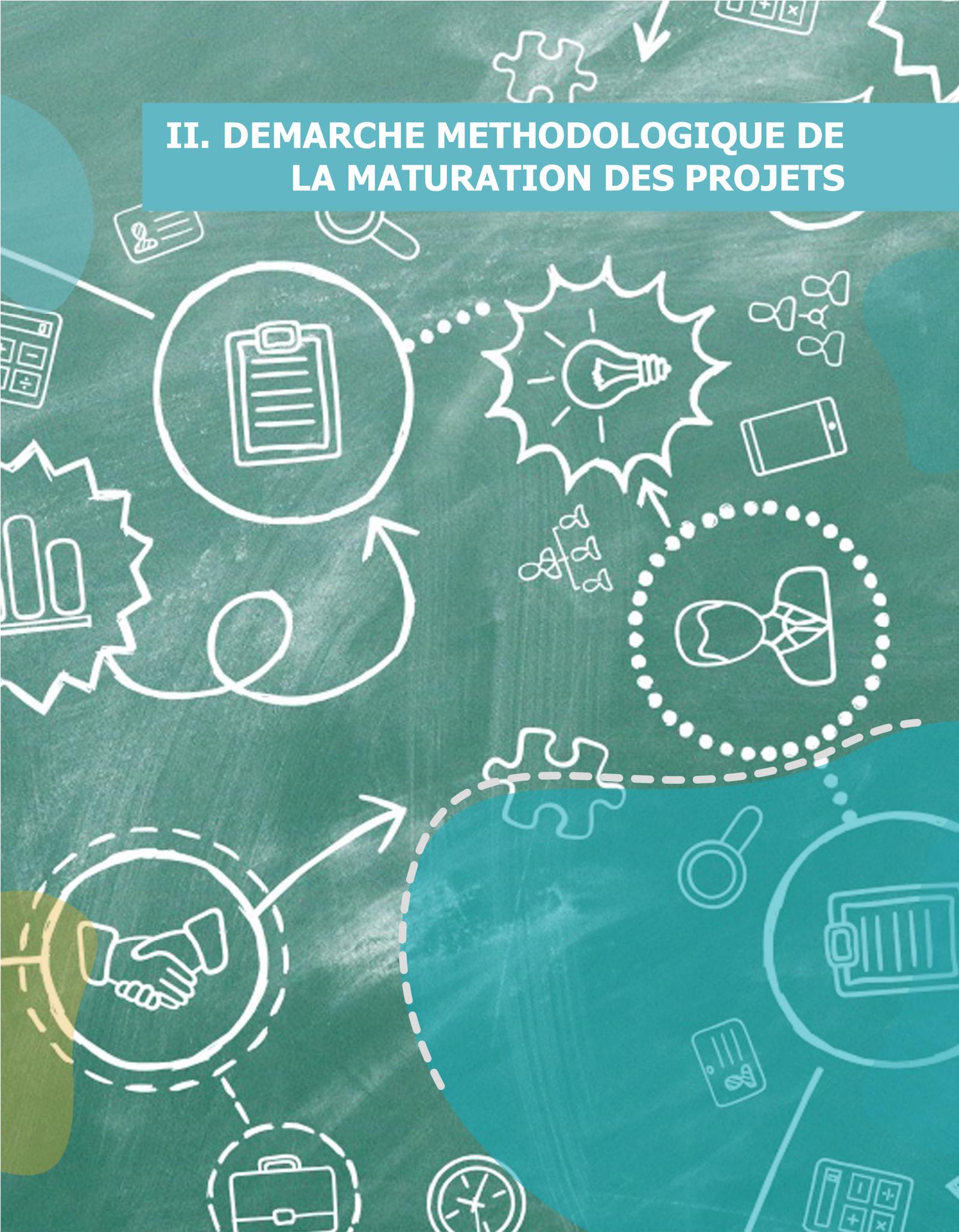
**Carte 1 :** Répartition spatiale du nombre de projets/programmes évalués (en %)



**Source :** Calculs DP, à partir de données de l'évaluation ex ante des projets/programmes, 2022

**Conception :** Direction de la Planification, 2022

## II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE LA MATURATION DES PROJETS



Ce présent rapport, qui vise à éclairer la prise de décision de l'autorité, est l'aboutissement d'un processus de structuration et d'évaluation de **quatre-vingt-onze (91)** projets d'investissement public. Ce processus a été conduit à travers des **revues documentaires**, des **rencontres de maturation** avec les initiateurs du projet, des **missions de collecte d'informations** organisées avec ces derniers et **d'une évaluation multicritère** (pertinence, cohérence, opportunité, pertinence des activités et bien-fondé des coûts, pérennité et durabilité des effets et impacts, équité sociale, territoriale et genre, bénéfiques stratégiques, faisabilité et risques potentiels, viabilité et éventuellement de la rentabilité financière, etc.). Cette évaluation multicritère est **basée sur l'analyse coûts/bénéfices socioéconomiques**.

Le choix et la pondération des critères d'évaluation, qui varie suivant la typologie du projet considéré, ont été partagés, discutés et validés par les ministères sectoriels. Par ailleurs, tout projet ayant un score inférieur à trois (3) sur le critère « pertinence, cohérence, opportunité » est systématiquement rejeté.

Ainsi, l'évaluation de ces projets s'est déroulée, en général, en plusieurs étapes :

### **Étape 1 : Analyse du dossier de projet**

A ce stade, un certain nombre de critères d'évaluation ont été analysés. Il s'agit, entre autres :

- de l'ancrage stratégique et institutionnel ;
- de la qualité et la cohérence de sa structuration ;
- de la pertinence et l'opportunité du projet ;
- du bien-fondé des coûts et de la pertinence des activités des projets/programmes ;
- de ses éventuelles interrelations avec d'autres projets pour faire des propositions de mise en place de synergie, de rationalisation de différentes interventions initiées par des entités étatiques ;
- de sa faisabilité et de son intégration dans l'écosystème du secteur concerné, etc.

A cette étape, l'équipe d'évaluateurs de la DGPPE peut proposer, au(x) sectoriel(s), une restructuration du projet avant de continuer l'évaluation.

### **Étape 2 : Définition du cadre d'évaluation par la méthode coûts/avantages**

Il s'agit de définir le cadre d'évaluation à travers :

- la situation initiale ;
- l'analyse de la qualité et de la quantité des données raisonnablement disponibles (principe de progressivité), etc.

Par ailleurs, la typologie du projet ou la qualité et la quantité des informations disponibles ne permettent pas toujours de faire une analyse coûts/avantages monétisée.

### **Étape 3 : Identification des coûts et avantages**

Il s'agit, ici, de repérer tous les changements ayant un lien de causalité avec le projet :

- **Avantage** : effet du projet/programme qui contribue à atteindre un objectif ;
- **Coût** : ce qui s'impute sur une ressource soumise à une contrainte.

A ce niveau, seuls les coûts et bénéfices marginaux sont considérés.

### **Étape 4 : L'analyse financière**

L'analyse financière a, en général, pour but d'étudier la viabilité et éventuellement la rentabilité d'un projet à travers les indicateurs classiques de rentabilité que sont :

- la Valeur actualisée nette (VAN) : elle représente la valeur des flux de trésorerie liés à un investissement actualisé au taux de rentabilité exigé par le marché, compte tenu du risque de cet investissement. Elle représente donc le montant de la création de valeur anticipée sur l'investissement. Un projet ne sera rentable que si sa VAN est positive.
- le Taux de Rentabilité interne (TRI) : le taux par lequel il y a équivalence entre le capital investi et l'ensemble des cash-flows actualisés. Un projet ne sera rentable que si son TRI est supérieur au taux d'actualisation.
- le Ratio Avantages/Coûts (RAC) : il compare les flux des avantages actualisés avec les flux des coûts actualisés. Elle peut être réalisée par une partie prenante suivant la structuration du projet. Le projet est rentable lorsque le RAC est supérieur à 1.

### **Étape 5 : Analyse coûts / avantages socioéconomiques par la méthode des prix de référence**

Il s'agit d'estimer le surplus socioéconomique en comparant les valeurs monétaires des coûts et des avantages induits par le projet. Elle est réalisée, à partir des flux financiers, en trois (03) étapes :

- Correction de flux financiers en flux économiques : Elimination des transferts (taxes, impôts, intérêts subventions, etc.) ;
- Intégrations des externalités ou couts et avantages sociaux ;
- Calcul des indicateurs de rentabilité socioéconomiques.

Elle représente une étape majeure dans l'évaluation ex ante des projets/programmes et est réalisée à travers des indicateurs synthétiques de rentabilité socioéconomique que sont la VANE, le TRIE et le RACE.

### **Étape 6 : Analyse de sensibilité des résultats**

Les résultats de l'analyse coûts-avantages reposent sur le choix de plusieurs paramètres dont les valeurs ont été estimées. Les tests de sensibilité permettent de tester la robustesse des résultats selon différentes hypothèses.

## Étape 7 : Analyse complémentaire à l'analyse coûts/avantages

A cette étape, tous les autres critères d'évaluation pertinents pour la prise de décision sont analysés.

Il s'agit notamment :

- du respect de la dimension environnementale (Capacité d'adaptation et/ou d'atténuation notamment) ;
- des bénéfices stratégiques (coûts et avantages intangibles, potentiel d'emplois créés ou confortés, impact sur le PIB, transfert de technologie/innovation technologique, gain d'attractivité de la localité ou du pays, etc.) ;
- de l'équité sociale et territoriale et de la prise en compte des aspects de genre ;
- de la faisabilité et de la performance du projet ;
- de l'attractivité du secteur privé (possibilité de créer de l'espace budgétaire).

Précisons que suivant leur envergure et leur coût, certains projets proposés à l'inscription au budget devront faire l'objet d'analyses complémentaires (Soutenabilité budgétaire, impact sur l'endettement du pays, etc.).

Les projets qui ont obtenu un **score  $\geq 3$**  au **critère 10 « Potentialité du projet à être réalisé en PPP »** devront être transmis, après proposition à l'inscription au budget, à la Direction du Financement et des Partenariats public – privé qui approfondira l'analyse de la pertinence et de l'opportunité de poursuivre la maturation selon leur processus.

Une note inférieure à 3 sur le **critère 1 « pertinence et cohérence du projet »** entraîne systématiquement un rejet du projet.

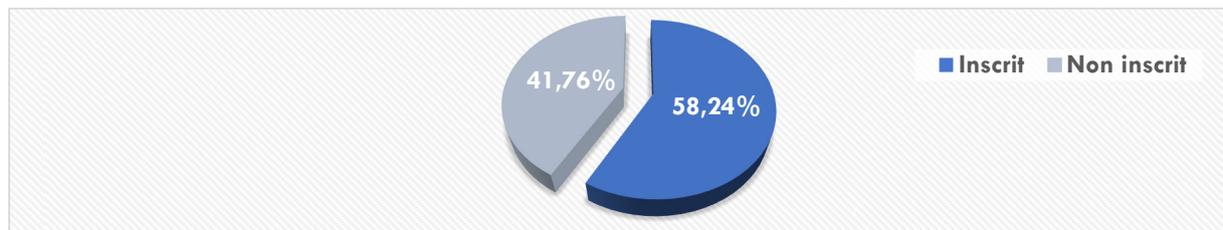
### III. RESULTATS ET RECOMMANDATIONS



L'évaluation, à travers ces différentes étapes des projets/programmes de la banque, a fourni un certain nombre d'informations pertinentes qui ont permis de formuler quelques recommandations utiles à l'amélioration de la qualité des investissements publics.

- **Cinquante-trois (53) projets, soit 58,24% de l'ensemble de la banque des projets, sont inscrits dans le PAP 2A**

**Graphique 4 :** Répartition selon l'appartenance ou non au PAP 2A

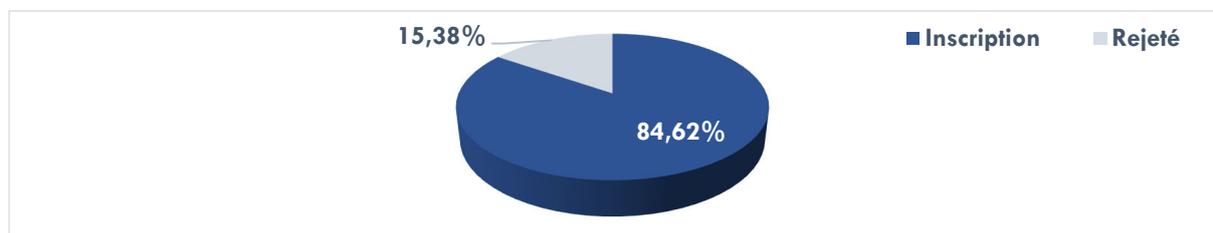


**Source :** Direction de la Planification, 2022

- **Un besoin en financement de la banque de projets/programmes estimé à 1 371,501 Milliards**

L'appréciation, pour chaque projet, des **onze (11) critères** d'évaluation a permis de proposer **soixante-sept (77) projets/programmes** pour une inscription future au budget, soit un taux de rejet de **15,38%**, correspondant à un volume d'investissement de **96 183 606 627 F CFA**.

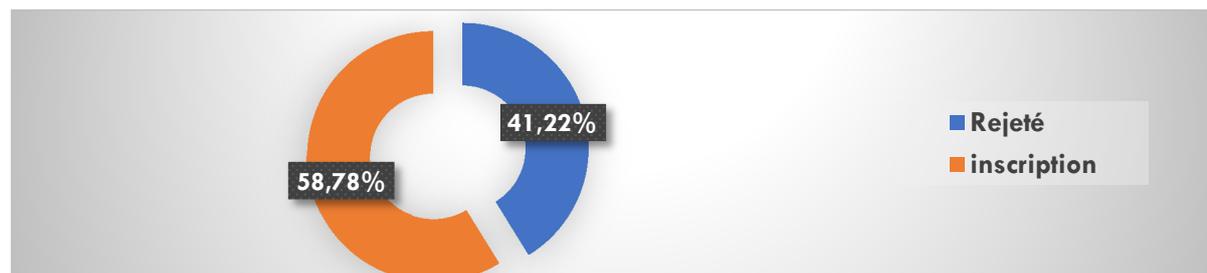
**Graphique 5 :** Répartition selon la proposition ou non à l'inscription au budget



**Source :** Direction de la Planification, 2022

Ce taux, calculé par rapport aux projets évaluable, n'intègre pas les **trente projets reçus qui ont fait l'objet de tentatives de maturation avant d'être rejetés pour diverses raisons**. C'est ainsi que, par rapport au nombre total de projets reçus et étudiés, ce taux de rejet est de **41,22%**, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

**Graphique 6 :** Proportion de projets rejetés sur l'ensemble des projets transmis par les ministères techniques



**Source :** Direction de la Planification, 2022

Le coût total des projets proposés à l'inscription s'élève à **1 371,501 Milliards de francs CFA**, correspondant à **93,45%** du coût total de la banque de projets évalués.

Certains projets rejetés pourront être restructurés avant de faire l'objet d'un autre examen et d'une éventuelle proposition pour inscription au budget, tandis que d'autres projets retenus devront subir quelques modifications/corrections mineures malgré leur proposition à l'inscription.

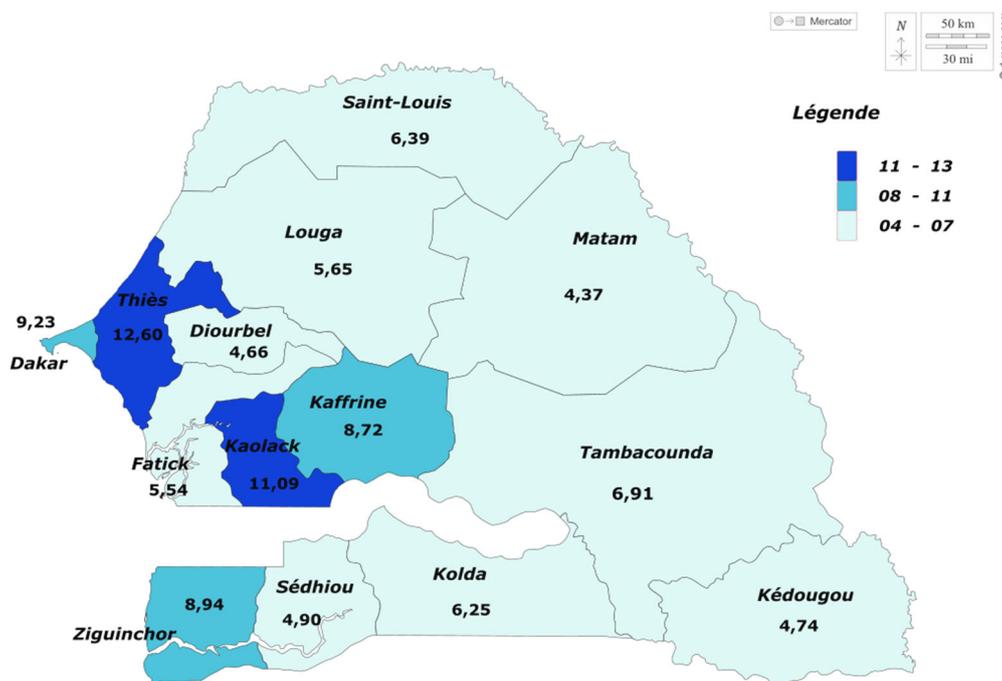
## Une prépondérance des sous-secteurs l'aménagement et du développement territorial (15,78%) dans le portefeuille de projets/programmes évalués et proposés à l'inscription au budget.

La répartition sectorielle des projets/programmes évalués montre la prépondérance du sous-secteur de l'aménagement et du développement territorial (15,78%), suivi des Énergies (10,34%).

### ▪ Une répartition spatiale des investissements qui renforce les disparités territoriales

La répartition spatiale des volumes d'investissement proposés au budget fait état de déséquilibres qui renforceraient les disparités territoriales dont souffrent des régions comme **Kédougou, Matam, Diourbel** et **Sédhiou**. En effet, les régions de **Thiès, Kaolack, Dakar, Kaffrine** ou **Ziguinchor** reçoivent **environ deux (02) à trois (03) fois** plus d'investissements que les régions comme **Matam, Kédougou** et **Sédhiou**.

**Carte 2 :** Répartition spatiale du volume d'investissements correspondant au portefeuille de projets/programmes évalués et proposés à l'inscription au budget (en pourcentage).



**Source :** Calculs DP, à partir de données de l'évaluation ex ante des projets/programmes, 2022

**Conception :** Direction de la Planification, 2022

## ▪ **La part des coûts alloués au fonctionnement reste relativement élevée dans certains projets d'investissements**

Une analyse de la structure des coûts fait ressortir une part relativement élevée allouée au fonctionnement dans certains projets d'investissement. Un réaménagement de ces dépenses de fonctionnement a été fait avant de proposer leur inscription au budget.

## ▪ **Des activités parfois peu pertinentes au regard des résultats attendus de certains projets**

L'exploitation des documents de projets et les visites de terrain ont permis de restructurer, d'ajouter, d'élaguer et/ou de redimensionner certaines activités. C'est ainsi que les coûts de certaines activités ont été revus à la baisse.

## ▪ **Des opportunités de regrouper plusieurs projets connexes en programmes dans les secteurs de la pêche, de la santé, de l'éducation, de l'économie numérique et de l'environnement**

Dans un souci de rationalisation et d'une plus grande synergie des interventions, mais également pour gagner en efficacité, plusieurs projets connexes, portés par des départements ministériels, visant à atteindre, en général, le même objectif global, ont fait l'objet d'une proposition de regroupement en programme. Il s'agit :

- du projet de réhabilitation des sites culturels et naturels inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO ;
- du projet « un pôle, un produit » : aménagement des sites touristiques afférents à chaque pôle et le Projet d'amélioration de la conservation du parc de Niokolo Koba (PNNK) ;
- d'intégrer le Projet de mise en place d'un observatoire national du tourisme comme composante dans un programme d'assainissement et réglementation du secteur du tourisme (le Projet d'assainissement et de réglementation des entreprises et professions touristiques va prendre en charge les activités pertinentes du projet ;
- regrouper en programme de prospection géologique le Projet de cartographie et d'inventaire minéral, le Projet de cartographie sous-marine et le Projet de levés géophysiques aéroportés du Sénégal ;
- de renforcer les synergies entre les projets du CEPIAD et de la DGAS ;
- d'intégrer les activités du PGEAS dans le projet « qualité de l'air » ;
- d'intégrer le Programme de construction et d'équipement de bâtiment administratifs résilients des DREEC dans le programme de mise en place d'un dispositif national de gestion des urgences environnementales (PGUE).

## CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

L'efficacité et l'efficience de la démarche consistant à procéder à la maturation (formulation et évaluation ex ante) des projets/programmes avec des équipes constituées des experts du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération et des ministères techniques, ont été confirmées.

Cette approche inclusive et participative a été saluée par les administrations déconcentrées, les élus territoriaux et les populations locales, car elle permet ainsi, par cette approche holistique et systémique, de prendre en compte les besoins et préoccupations des bénéficiaires qui ne sont pas souvent assez impliqués. Ceux-ci ont beaucoup contribué à la réussite de cet exercice. A cet égard, il est nécessaire de poursuivre cette expérience parallèlement aux études de faisabilité qui seront confiées à des cabinets d'études privés dont l'expertise demeure indispensable pour l'étude de certains projets/programmes. Pour chaque projet, le choix de la démarche à adopter se fera de manière consensuelle avec les initiateurs du projet en tenant compte, entre autres, la documentation disponible, l'envergure du projet et l'expertise disponible au sein du ministère technique et du Ministère en charge de l'Économie.

Par ailleurs, afin d'améliorer la transparence dans le processus de sélection et de priorisation des projets, un système de pondération des différents critères a été élaboré de manière consensuelle avec les ministères techniques et autres acteurs.

Cette option résolue et ce format adopté a permis d'évaluer 91 projets et programmes. Elle devrait, à terme, permettre d'évaluer tous les projets du Plan d'Actions prioritaires, et ainsi, de rendre plus efficaces et plus efficaces les investissements publics. Si l'on peut noter une nette prépondérance des projets et programmes publics, des « germes de changement » positifs méritent d'être notés, en la mise en synergie des acteurs pour l'évaluation de projets privés et en PPP. Ce qui argue dans le sens de l'opérationnalisation, comme prémisses, d'outils innovants du PAP 2A comme le Fonds de Préparation des Projets qui devrait participer à la préparation de près de 40% de la taille dudit PAP 2A. A cet égard, compte tenu d'une expertise avérée autour de la DGPPE, un renforcement de cette dernière doit être effective, aussi bien en ressources humaines, matérielles que financières.

Par ailleurs, une approche systémique de la gestion des investissements, impliquant davantage pleinement le Budget pour la partie postérieure à cet exercice d'évaluation, mais aussi les ministères techniques - qui ont déjà beaucoup œuvré à la réussite de ce travail au cours de ces dernières années -, cette fois pour une priorisation des projets et programmes validés par le PAP et qui doivent constituer le référentiel en matière de projets à soumettre pour évaluation, doit être de mise. C'est donc un chantier que le Sénégal se doit de gagner pour plus d'impact des projets et programmes dans la croissance et le développement du pays.

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : PROJETS / PROGRAMMES EVALUES EN 2022

**Tableau 2 :** Liste détaillée des projets/programmes évalués en 2022

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
1	Projet d'aménagement numérique des territoires	KDN	OUI	92 685 000 000	Ministère de l'Économie numérique et des Télécommunications	Numérique	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	PTF et budget de l'Etat	*	74	Inscription	
2	Programme d'appui à la production de la carte d'égalité des chances	MW	OUI	2 855 000 000	Ministère de la Santé et de l'action Sociale	Santé et action sociale	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	73	Inscription	
3	Programme de mise en place d'un dispositif national de gestion des urgences environnementales (PGUE)	MW	OUI	10 285 325 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	*	71	Inscription	Se limiter aux constructions des DREEC et intégrer les centres régionaux dans les DREEC
4	Programme de mise à niveau des entreprises SEN ZELECAF	SN	OUI	61 718 900 000	Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes entreprises	Commerce	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	72,5	Inscription	
5	Programme d'accès aux services socio-sanitaires et d'autonomisation des indigents et groupes vulnérables	SDD	OUI	3 189 684 720	Ministère de la Santé et de l'action Sociale	Santé et action sociale	Kaffrine, Tambacounda, Kédougou, Ziguinchor, Kolda, Sédhiou	NON	Etude réalisée par un cabinet recruté par la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	72	Inscription	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
6	Programme de renforcement de capacités des acteurs de la lutte contre la drogue	SDD	OUI	7 259 846 580	Ministère de l'Intérieur	Justice-Défense-Sécurité	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	72	Inscription	Etoffer la grille
7	Projet d'amélioration de l'accès des personnes handicapées aux aides techniques et aux services de réadaptation fonctionnelle	SDD	OUI	2 044 500 000	Ministère de la Santé et de l'action Sociale	Santé et action sociale	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	71	Inscription	Des fusion à faire avec le proje///
8	Projet d'Appui à la protection des enfants par la pédagogie des Collectivités Educatives	SDD	OUI	711 970 000	Ministère de la Jeunesse	Jeunesse	Ziguinchor, Thiès, Saint-Louis	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	68	Rejeté	
9	Projet d'acquisition d'aéronefs	SDD	OUI	47 029 161 158	Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	Pêche	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	15%	74	Inscription	
10	Projet d'appui à la Gestion durable des Pêcheries continentales	SDD	OUI	11 687 500 000	Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	Pêche	Matam, Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou, Kaffrine, Saint-Louis, Louga, Kaolack	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	70	Inscription	Proposer une phase pilote et pourrai être regrouper avec le projet de Kanté
11	Projet de modernisation du tri, de l'acheminement et de la distribution du courrier postal	SDD	OUI	3 925 493 500	Ministère de l'Économie numérique et des Télécommunications	Numérique	Dakar	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	70	Inscription	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
12	Projet de Modernisation et d'Intensification Céréalière en Casamance	SDD	OUI	4 790 594 250	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural	Agriculture	Ziguinchor, Kolda, Sédhiou	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Productif	Budget de l'Etat	29%	82	Inscription	
13	Programme d'incubation et de promotion des moyennes, petites et micro entreprises (MPME) de la chaîne de valeur touristique	B Sané	OUI	840 820 000	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Tourisme	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	73,50	Inscription	
14	Projet de Rénovation et Extension de l'Ecole Nationale de Formation Hotelière et Touristique de DAKAR	DM	OUI	513 791 405	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Tourisme	Dakar	NON	Etude réalisée par un cabinet recruté par la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	37%	78	Inscription	
15	Projet de Construction de cinq (05) Centres de Formation Régionaux	DM	OUI	3 473 761 875	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Tourisme	Thiès, Ziguinchor, Tambacounda, Kaolack, Dakar	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	10%	69	Rejeté	
16	Programme d'Education à la Citoyenneté	FBBM	OUI	2 745 733 000	Ministère de la Jeunesse	Jeunesse	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	2	Rejeté	
17	Projet pour la résilience des femmes et des jeunes aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la zone du fleuve Sénégal	FBBM	OUI	1 059 309 350	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural	Agriculture	Matam, Saint-Louis	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	28%	82	Inscription	Légitimité de l'ancrage à porter le projet

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
18	Projet De Mise A Niveau Energétique Des Bâtiments Administratifs Pour L'amélioration De Leurs Performances Energétiques	FFDD	OUI	15 849 000 000	Ministère du Pétrole et des Énergies	Énergies	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	25%	73	Inscription	
19	Projet de développement de la Vie associative	KDN	OUI	521 655 000	Ministère de la Jeunesse	Jeunesse	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	71	Inscription	
20	Programme d'Aménagement et de Développement Urbain durable du Littoral Phase Pilote (PADUL)	KDN	OUI	36 270 395 000	Ministère de l'Urbanisme, du Logement/ et de l'Hygiène publique	Aménagement et Développement territorial	Ziguinchor, Thiès, Louga	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	70,5	Inscription	
21	Projet d'amélioration des performances énergétiques des stades du Sénégal (PAPES)	KDN	OUI	2 384 400 000	Ministère du Pétrole et des Énergies	Énergies	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	84%	74	Inscription	
22	Programme d'autonomisation des femmes à travers le numérique et par les services postaux	KDN	OUI	5 327 850 000	Ministère de l'Économie numérique et des Télécommunications	Numérique	Louga, Matam, Tambacounda, Kolda, Sédhiou, Kédougou, Kaolack, Fatick	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	PTF	*	69,5	Rejeté	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
23	Projet de réhabilitation des sites culturels et naturels inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO	KDN	OUI	9 469 000 000	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Tourisme	Tambacounda, Kédougou, Fatick, Kaolack	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	- 8,56 %	70	Inscription	
24	Projet de mobilisation des ressources en eau du bassin versant de Djikoye	KDN	OUI	23 660 952 213	Ministère de l'Eau, et de l'Assainissement	Eau assainissement	Fatick, Kaolack	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	12%	84	Inscription	
25	Projet forestier de renforcement des compétences des acteurs du secteur de l'environnement (PRECACE)	KDN	OUI	3 425 280 100	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Thiès	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	13%	71	Inscription	
26	Programme d'aménagement urbain au Sénégal	MIM	OUI	53 241 246 679	Ministère de l'Urbanisme, du Logement/ et de l'Hygiène publique	Aménagement et Développement territorial	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	20%	72	Inscription	
27	Projet d'aménagement d'aires de stationnement pour le bus Dakar Dem Dikk et le minibus AFTU dans la région de Dakar	MIM	OUI	1 241 710 216	Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	Infrastructures et services de transports routiers	Dakar	NON	PRODOC réalisé par le porteur	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	71	Inscription	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
28	Projet d'amélioration de la gestion des semences forestières (PAGESEF)	MIM	OUI	1 108 245 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	*	72	Inscription	
29	Projet d'amélioration de la productivité et de la production des céréales et légumineuses par la diffusion à grande échelle des nouvelles variétés	MIM	OUI	2 025 857 263	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural	Agriculture	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	48%		Rejeté	
30	Projet de cartographie sous-marine	MIM	OUI	4 948 012 500	Ministère des Mines et de la Géologie	Mines	Dakar, Saint-Louis	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	68	Rejeté	fusion avec batimétri
31	Projet de pôle industriel pharmaceutique biomedical pharmapolis	MIM	OUI	26 638 260 000	Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes industries	Industrie	Thiès	OUI	Etude réalisée par un cabinet recruté par la DGPPE	Productif	PPP	23%	84	Inscription	
32	Projet de réalisation d'un système de traçabilité des produits de la pêche au Sénégal, de la capture à la commercialisation	MIM	OUI	1 234 924 000	Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	Pêche	Dakar, Saint-Louis	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	71	Inscription	
33	Projet un pôle, un produit : aménagement des sites touristique afferents à chaque pôle	MIM	OUI	6 676 507 200	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Tourisme	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	73,5	Inscription	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
34	Projet de levés géophysiques aéroportée au Sénégal	MST	OUI	6 992 470 000	Ministère des Mines et de la Géologie	Mines	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	71	Inscription	
35	Programme national de suivi de la Qualité de l'Air (PNSQA)	MST	OUI	4 204 565 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Dakar, Thiès, Saint-Louis, Diourbel, Kaolack	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	18%	72	Inscription	
36	Projet d'extension et de densification dans les régions	MST	OUI	5 979 624 200	Ministère du Pétrole et des Énergies	Énergies	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	67%	83,5	Inscription	
37	Projet de gestion durable des déchets solides urbains (phase 2)	MST	OUI	17 764 738 605	Ministère de l'Urbanisme, du Logement/ et de l'Hygiène publique	Aménagement et Développement territorial	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	64%	79,5	Inscription	
38	Projet de recherche et de valorisation des minerais stratégiques	MST	OUI	5 200 710 696	Ministère des Mines et de la Géologie	Mines	Tambacounda, Kédougou	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	40%	78,5	Inscription	
39	Projet de valorisation des rejets miniers	MST	OUI	4 556 274 200	Ministère des Mines et de la Géologie	Mines	Thiès, Dakar, Matam	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	10%		Rejeté	
40	Projet de modernisation des techniques de contrôle et de suivi des exploitations des mines et des carrières, et de mise en place d'un dispositif de collecte des données minières	MST	OUI	3 717 229 000	Ministère des Mines et de la Géologie	Mines	Dakar, Thiès, Matam, Kédougou	NON	Etude réalisée par un cabinet recruté par la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	94%	82	Inscription	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
41	Projet de Valorisation et de Promotion des Produits de la pêche continentale	OK	OUI	8 307 427 464	Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	Infrastructures et services de transports maritimes	Sédhiou, Kolda, Tambacounda, Kédougou, Kaffrine, Matam, Kaolack, Louga, Saint-Louis	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	39%	85	Inscription	
42	Programme national de développement du volontariat	OB	OUI	21 717 242 900	Ministère de la Jeunesse	Jeunesse	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	76,5	Inscription	
43	Programme Spécial Villes vertes pour l'Employabilité PHASE II : 2023 - 2026	OB	OUI	4 567 550 000	Ministère de l'Urbanisme, du Logement/ et de l'Hygiène publique	Aménagement et Développement territorial	Kaolack, Kaffrine, Diourbel, Louga	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	73	Inscription	
44	Projet de mise en place d'un observatoire national et de promotion de la recherche sur les Drogues et addictions	OB	OUI	1 134 936 166	Ministère de l'Intérieur	Défense-Sécurité	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	71	Inscription	
45	Projet de Prévention contre de l'usage de drogue et de prise en charge socio-sanitaire des dépendants au Sénégal	OB	OUI	3 018 042 675	Ministère de la Santé et de l'action Sociale	Santé et action sociale	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	77	Inscription	Ressortir les similitudes avec le projet de la CILD

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUA TEUR	EVALUA BILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
46	Projet de suivi des Plans de gestion environnementale et sociale (PGES)	PDD	OUI	3 542 000 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	*	69	Rejeté	
47	Projet « jeux olympiques de la formation et de la jeunesse »	PDD	OUI	2 626 459 000	Ministère de la Jeunesse	Éducation-Formation-Recherche	Thiès, Dakar	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	2	Rejeté	
48	Projet de cartographie et inventaire minéral	PDD	OUI	6 453 010 334	Ministère des Mines et de la Géologie	Mines	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	70	Inscription	
49	Projet de promotion d'une économie bleue durable pour la restauration et la valorisation des zones humides du Cap-Vert (PEZHUC)	PDD	OUI	4 323 500 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Thiès, Dakar	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	*	70,5	Inscription	
50	Projet d'assainissement et de réglementation des entreprises et professions touristiques	AS	OUI	5 090 000 000	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Tourisme	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	71	Inscription	
51	Projet d'appui et d'assistance aux ministères techniques	RT	OUI	867 100 000	Ministère de l'Économie numérique et des Télécommunications	Administration publique	Dakar	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	68	Rejeté	Ne peut être inscrit au budget

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPOLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
52	Projet de renforcement des initiatives de reboisement (ProRIR)	RT	OUI	36 949 450 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	15%	77,5	Inscription	
53	Projet de renforcement et d'extension des réseaux de transports dans le cadre de l'accès à l'électricité à l'horizon 2025	RT	OUI	105 821 062 727	Ministère du Pétrole et des Énergies	Énergies	Kolda, Kaffrine, Kaolack, Thiès	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	16%	85	Inscription	
54	Projet de restauration des fonctions écologiques et économiques des trois (3) marigots	RT	OUI	16 965 540 000	Ministère de l'Eau, et de l'Assainissement	Eau assainissement	Saint-Louis	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	12,46%	73	Inscription	
55	Projet transformer 100 bidonvilles au Sénégal (Phase pilote)	RT	OUI	98 951 312 300	Ministère de l'Urbanisme, du Logement/ et de l'Hygiène publique	Aménagement et Développement territorial	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	77	Inscription	
56	Projet d'amélioration de la conservation du parc de Niokolo Koba (PNNK)	RT	OUI	25 648 840 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Tambacounda, Kédougou, Kolda	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	14%	76	Inscription	
57	Programme d'appui au développement communautaire	RT	OUI	5 056 107 500	Ministère du Développement communautaire, de l'Équité sociale et territoriale	Développement social	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	0	75	Inscription	
58	Programme d'éducation financière (phase II)	SMS	OUI	3 330 000 000	Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire	Développement social	Territoire national	OUI	Etude réalisée par un cabinet recruté par la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	73	Inscription	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUA TEUR	EVALUA BILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
59	Projet de renforcement et d'amélioration de la qualité des services des parcs forestiers et zoologiques de Hann (PRAPH)	SMS	OUI	1 324 571 704	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Dakar	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	15%	81	Inscription	
60	Projet de mise en place d'un observatoire national du tourisme	SMS	OUI	1 872 000 000	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Tourisme	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	67	Rejeté	
61	Projet de formalisation de l'économie informelle	SH	OUI	16 417 700 000	Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du secteur informel	Artisanat	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	70	Inscription	
62	Projet de construction, de réhabilitation et d'équipements des CPRS et des SRAS	SH	OUI	18 908 504 900	Ministère de la Santé et de l'action Sociale	Santé et action sociale	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	0	75	Inscription	
63	Projet de développement alternatif à la culture de la drogue	SH	OUI	2 113 987 150	Ministère de l'Intérieur	Justice-Défense-Sécurité	Ziguinchor	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	PTF et budget de l'Etat	*	75	Inscription	
64	Projet d'Aménagement de Pôles urbains du Sénégal (PAPUS)	SN	OUI	13 118 077 500	Ministère de l'Urbanisme, du Logement/ et de l'Hygiène publique	Aménagement et Développement territorial	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	53,0 %	80	Inscription	
65	Projet de prise en charge médico-sociale des personnes affectées par la lèpre et familles	SN	OUI	1 973 500 000	Ministère de la Santé et de l'action Sociale	Santé et action sociale	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	74	Inscription	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
66	Projet de réhabilitation des Forêts Classées du Sénégal (PRFC)	SN	OUI	9 905 275 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	51%	75	Inscription	
67	Projet élargi sur les points d'information territorialisée sur la maîtrise de l'énergie	SN	OUI	2 423 000 000	Ministère du Pétrole et des Énergies	Énergies	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	25%	74	Inscription	
68	Projet de mise en place d'un transport par câble à Diamniadio	SN	OUI	50 490 698 789	Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	Infrastructure et services	Dakar	NON	Etude réalisée par le sectoriel	Appui à la Production	Budget de l'Etat	8,0%	64	Silence	
69	Projet de mise en tourisme des sites touristiques de Kafountine et Abéné	SN	OUI	47 083 500 000	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Tourisme	Ziguinchor	OUI	Etude réalisée par le sectoriel	Productif	Prêts	14%	75	Inscription	
70	Projet de mise en place d'un Agropole dans la région ouest	SN	OUI	53 256 159 792	Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes industries	Industrie	Thiès	OUI	Offre Spontanée	Appui à la Production	PPP	18%	77,5	Inscription	
71	Programme de construction et d'équipement de bâtiments administratifs résilients des DREEC	MF	OUI	5 074 060 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	70	Inscription	
72	Programme de mise en place de pépinière urbaine	MF	OUI	7 686 515 000	Ministère de l'Urbanisme, du Logement/ et de l'Hygiène publique	Aménagement et Développement territorial	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	33%		Rejeté	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPOLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
73	Projet de mobilisation des ressources en eau du bassin versant du Baobolong	MF	OUI	62 452 393 790	Ministère de l'Eau, et de l'Assainissement	Eau assainissement	Kaolack, Kaffrine	OUI	Etude réalisée par le sectoriel	Appui à la Production	Budget de l'Etat	11%	78	Inscription	
74	Programme de renforcement de la promotion et de la protection sociale des personnes âgées	MF	OUI	5 309 375 000	Ministère de la Santé et de l'action Sociale	Santé et action sociale	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	60	Rejeté	Attente des description technique
75	Projet Energie solaire pour l'autonomisation et le renforcement économique des femmes en milieu rural au Sénégal	MF	OUI	11 499 741 412	Ministère du Pétrole et des Énergies	Énergies	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	70	Inscription	
76	Projet de rconstruction des aéroports secondaires du Sénégal	MF	OUI	91 020 142 417	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Transport aérien	Ziguinchor, Sédhiou, Kaolack, Tambacounda, Saint-Louis, Louga	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Productif	Budget de l'Etat	13%	81	Inscription	
77	Projet de Développement du tourisme interne	MST	OUI	2 963 000 000	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Tourisme	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	*	70,5	Inscription	
78	Programme de gestion des pollutions et des risques technologiques	NFS	OUI	6 197 600 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	*	70	Inscription	
79	Programme Enfance Déshéritée (PED)	NFS	OUI	35 370 924 000	Ministère de la Santé et de l'action Sociale	Santé et action sociale	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	76	Inscription	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
80	Projet d'amélioration des conditions d'existence des communautés riveraines des aires marines protégées (PACE-CRAMP)	NFS	OUI	10 383 903 750	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	47%	75,5	Inscription	Fusionné avec celui de OK
81	Projet d'appui à la modernisation du SMIT	NFS	OUI	14 878 037 797	Ministère de la Santé et de l'action Sociale	Santé et action sociale	Dakar	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	74,5	Inscription	
82	Projet d'installations de chambres froides solaires pour la conservation de produits agricoles, laitiers et laitiers	NFS	OUI	7 847 879 081	Ministère du Pétrole et des Énergies	Énergies	Territoire national	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	PTF et budget de l'Etat	30%	87,5	Inscription	
83	Projet de réhabilitation et de construction de stations côtières et d'infrastructures de soutien aux vedettes	NFS	OUI	2 310 941 000	Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	Pêche	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	88%	74,5	Inscription	
84	Projet de restauration des lacs de Bakel	NFS	OUI	16 978 486 550	Ministère de l'Eau, et de l'Assainissement	Eau assainissement	Tambacounda	OUI	Etude réalisée par le sectoriel	Appui à la Production	Budget de l'Etat	19%	78	Inscription	
85	Gestion durable de la faune sauvage au Ferlo dans la réserve de faune du Ferlo nord (RFFN)	NFS	OUI	6 612 625 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Matam	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	-9,0%	72	Inscription	

N°	INTITULE DU PROJET/PROG.	EVALUATEUR	EVALUABILITE	COUT EN FCFA	MINISTERE	SOUS-SECTEUR	ZIP	INSCRIPTION AU PAP	ORIGINE DU DOCUMENT	TYPOLOGIE	SOURCE DE FINANCEMENT	TRIE	SCORE	PROPOSITION	COMMENT.
86	Projet de développement et de mise à l'échelle des clubs de jeunes filles « New deal »	BS	OUI	2 373 454 576	Ministère de la Jeunesse	Jeunesse	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	*	74	Inscription	
87	Projet de Géo localisation des embarcations de la pêche artisanale	BS	OUI	31 488 103 648	Ministère des Pêches et de l'Économie maritime	Pêche	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Appui à la Production	Budget de l'Etat	9%	79	Inscription	
88	Projet TyCCAO (Typha Combustibles, construction en Afrique de l'Ouest) : Volet Sénégal	BS	OUI	2 995 000 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Saint-Louis	OUI	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	PTF et budget de l'Etat	15%	80	Inscription	
89	Projet de conservation de la biodiversité et de surveillance épidémiologique de la faune sauvage	BS	OUI	5 428 200 000	Ministère De l'Environnement et du Développement Durable	Environnement et Développement durable	Territoire national	NON	PRODOC réalisé avec l'appui de la DGPPE	Environnemental	Budget de l'Etat	*	71	Inscription	
90	Programme de construction de complexes pénitentiaires dans les sites abritant les maisons d'arrêt et de correction de Thiès et de Kaolack	FFDD	OUI	7 282 925 448	Ministère de la justice	Administration pénitentiaire	Thiès, Kaolack	NON	Etude réalisée par un cabinet recruté par la DGPPE	Social	Budget de l'Etat	3%	70	Inscription	
91	Projet Agropole centre	SMS	OUI	59 019 812 000	Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes industries	Industrie	Kaolack, Kaffrine, Fatick, Diourbel	Oui	PRODOC réalisé par le porteur	Productif	PTF et budget de l'Etat	51%	87	Inscription	

\*= Non calculé

Source : Direction de la Planification, 2021



## ANNEXE 2 : EXEMPLE DE FICHES DE SYNTHÈSE DES RESULTATS D'UN PROJET EVALUE

### FICHE DE PROJET

INTITULE DU PROJET				
PROJET DE MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU DU BASSIN VERSANT DE BAOBOLONG				
I - PRESENTATION DU PROJET				
COUT DU PROJET		62, 452 Milliards FCFA		
ORIGINE DU PROJET	EN MATURATION	OFFRE SPONTANEE	AUTRES	INSCRIT AU PAP 2A
	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
TYPOLOGIE DU PROJET	PRODUCTIF	APPUI A LA PRODUCTION	SOCIAL	ENVIRONNEMENTAL
	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SOUS SECTEUR		ORGANISME DE TUTELLE OU AUTEUR DE L'OFFRE		
EAU ET ASSAINISSEMENT		Office des Lacs et Cours d'Eau (OLAC)/Ministère de l'Eau et de l'Assainissement		
DUREE D'ANALYSE	REALISATION		EXPLOITATION	
25 ans	5 ans		20 ans	
LOCALISATION	PARTIES PRENANTES		AUTRES PROJETS CONNEXES	
Kaolack et Kaffrine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Etat ;</li> <li>- Les collectivités territoriales ;</li> <li>- Les services déconcentrés ;</li> <li>- Les partenaires au développement ;</li> <li>- Les Organisations faitières.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Projet de mobilisation des ressources en eau du bassin versant de Djikoye ;</li> <li>- Le PAFA-E ;</li> <li>- Le PARERBA ;</li> <li>- Etc.</li> </ul>	
OBJECTIF DU PROJET	ACTIVITES / ACTIONS PREVUES		EXTRANTS / RESULTATS / EFFETS / IMPACTS ATTENDUS	
Contribuer à l'amélioration de la disponibilité des ressources en eau de surface de qualité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire un barrage- anti-sel à Keur Tamba ;</li> <li>- Redimensionner la digue anti-sel ;</li> <li>- Recalibrer l'ouvrage de retenue ;</li> <li>- Draguer et faucarder l'affluent/défluent de Nioro ;</li> <li>- Stabiliser des berges ;</li> <li>- Démolir éventuellement les ouvrages de retenue</li> <li>- Assainir et appuyer à la restauration des écosystèmes des localités riveraines.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mobilisation d'eau de surface est assurée ;</li> <li>- Le barrage anti sel de Keur Tamba est construit ;</li> <li>- Des surfaces désalinisées sont récupérées ;</li> <li>- La digue anti sel est redimensionnée ;</li> <li>- L'écosystème est restauré et Les services écosystémiques sont promus.</li> </ul>	
II - RESULTATS DE L'EVALUATION				
CRITERES	VALEUR ET/ OU DESCRIPTION		SCORE	RECOMMANDATIONS
Cohérence/ Pertinence/ Opportunité	<p>Le projet est en cohérence avec les orientations stratégiques de la LPSD notamment. Il devrait permettre la mise en œuvre d'ouvrages hydraulique de lutte contre l'érosion hydrique et de la salinisation des sols qui sont des contraintes majeures dans la production agricole dans la zone. Il présente des opportunités notamment la mise à disposition d'eau douce pour l'usage domestique, les besoins d'irrigation et d'abreuvement du bétail, d'entretien des écosystèmes et de développement d'activités génératrices de revenus.</p>		4/5	

CRITERES	VALEUR ET/ OU DESCRIPTION	SCORE	RECOMMANDATIONS
<b>Pertinence des activités et bien fondé des coûts</b>	Les activités déclinées dans ce projet permettent d'atteindre les objectifs. La part de fonctionnement représente 1% du coût global du projet.	3/5	Les coûts de fonctionnement ont été revus à la baisse.
<b>Équité (sociale-territoriale- genre)</b>	Le projet contribue à la réduction de la fracture sociale et territoriale en facilitant l'accès à l'eau de surface en quantité et en qualité aux agriculteurs, éleveurs et pêcheurs dans une zone où le taux de pauvreté reste supérieur à la moyenne nationale. Il est à souligner que les jeunes et les femmes constituent les bénéficiaires d'impacts directs du projet.	3/5	
<b>Viabilité /rentabilité financière</b>	Le projet dans sa globalité (investissement + exploitation) n'est pas rentable financièrement, <b>VAN = -42, 033 Milliards FCFA TRI = -5%</b>	5/10	L'exploitation n'est pas rentable avec 10 à 20 F le m <sup>3</sup>
<b>Rentabilité socioéconomique (Méthode ACA/PR)</b>	Le projet est économiquement rentable avec le scénario prix de revient du m <sup>3</sup> à 10 F CFA, <b>VANE = 10, 520 Milliards FCFA TRIE = 11, 31%</b>	30/30	Prix m <sup>3</sup> =15F VANE= 14 253 969 560 FCFA TRIE = 12,08% Prix m <sup>3</sup> =20F VANE= 39 376 605 219 FCFA TRIE = 16,49% Prix m <sup>3</sup> =25F 64 499 240 878 FCFA TRIE = 20,14%
<b>Bénéfices stratégiques (sécurité -résilience - innovation -compétitive -contenu local, etc.)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la résilience des populations ;</li> <li>- Création d'emplois ;</li> <li>- Sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations ;</li> <li>- Amélioration de l'écosystème ;</li> <li>- Amélioration du taux de couverture.</li> </ul>	13/15	
<b>Pérennité et durabilité des effets et impacts du projet</b>	La qualité de l'étude d'exécution des ouvrages, de même que l'entretien périodique et la maintenance régulière permettront d'assurer la pérennité et la durabilité du projet.	4/5	
<b>Avantages et coûts intangibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation de la production ;</li> <li>- Augmentation du taux de couverture des services ;</li> <li>- Amélioration de la qualité du service ;</li> <li>- Sauvegarde de la biodiversité ;</li> <li>- Protection environnementale de l'eau et du sol ;</li> <li>- Prolifération du Typha évitée.</li> </ul>	3/5	
<b>Faisabilité du projet / Risques potentiels</b>	Risque lié à l'entretien des ouvrages hydrauliques ; dégradation de l'ouvrage et non atteinte des objectifs sur la production annuelle ;	2/5	
<b>Potentialité ou opportunité à être réalisé en PPP</b>	La potentialité à réaliser le projet en PPP est avérée du fait de la nécessité d'une gestion optimale qui pourrait être assurée avec un opérateur privé.	7/10	
<b>Impacts environnementaux (Atténuation, adaptation aux changements climatiques, etc.)</b>	Le projet participe à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques et lutte durablement contre les inondations sur l'ensemble du bassin versant et l'érosion hydrique. Il favorise également la désalinisation des terres et le maintien de la biodiversité. Cependant, l'installation de barrages peut entraîner une prolifération des espèces envahissantes (Typha, etc.).	4/5	
<b>TOTAL SCORE =</b>		<b>78/100</b>	
<b>III – CONCLUSION</b>			
<b>PROPOSITION</b>	Le projet est proposé à l'inscription au Budget.		
<b>RECOMMANDATIONS</b>	Faire une étude sur l'acceptabilité du tarif de l'eau c'est-à-dire le consentement à payer pour une meilleure analyse de l'opportunité et des modalités de délégation de l'exploitation à un opérateur privé.		
<b>IV - DOCUMENTATION</b>			
Etude de faisabilité			
<b>EVALUATEUR</b>	M.F		

**Source :** Direction de la Planification, 2022

## **ANNEXE 3 : MATRICE D'ANALYSE DES RISQUES**

**Tableau 3:** Matrice d'analyse des risques

<b>MATRICE D'ANALYSE DES RISQUES</b>					
<b>RISQUES</b>	<b>OUI /NON</b>	<b>Quels Risques ?</b>	<b>Élevé, Moyen ou Faible</b>	<b>Quel impact sur la faisabilité et la performance du projet ?</b>	<b>Stratégie / action de mitigation</b>
Risques juridiques					
Risques technologiques					
Risques de marché					
Risques liés à la réputation					
Risques physiques					
Risques sociaux					
Risques politiques					
Risques de performance					
Risques environnementaux					

**Source :** Direction de la Planification, 2021

## ANNEXE 4 : MATRICES DES CRITERES D'EVALUATION

Groupe 1 PROJETS PRODUCTIFS (Agriculture - Élevage - Pêche - Industrie et PME - Mine - Tourisme etc.)						
INTITULE DU PROJET	CRITERES D'EVALUATION	COMMENTAIRES	POIDS DGPPE	POIDS GT	SCORE	OBSERVATIONS
1	Cohérence/Pertinence/opportunité	Cohérence dans sa structuration et cohérence à la stratégie sectorielle	5			Justifier à chaque fois qu'on affecte une note éliminatoire
		Une note < 3 entraîne un rejet du projet				
2	Pertinence des activités et bien fondé des couts	L'analyse de ce critère conduit à la révision des activités et/ou des coûts	5			
		La part P du fonctionnement est calculée à ce niveau. P doit être <ou égale 20 %				
3	Équité (social-territoriale-genre)	Contribution du projet à la réduction de la fracture sociale et/ou territoriale.	5			
		Proportion des enfants et/ou jeunes et des femmes dans le groupe bénéficiaire des effets et impacts du projet				
4	Viabilité/rentabilité financière	-score = 10 si TRI ≥ 15	10			
		-score = 5 si 9% ≤ TRI <15%				
		-score = 0 si TRI < 9%				
5	Rentabilité socioéconomique (ACA/MPR)	-score = 35 si TRIE ≥ 15	35			
		-score = 30 si 9% < TRIE < 15%				
		-score = 10 si 7% ≤ TRIE ≤ 9%				
		-score = 0 si TRIE < 7%				

INTITULE DU PROJET	CRITERES D'EVALUATION	COMMENTAIRES	POIDS DGPPE	POIDS GT	SCORE	OBSERVATIONS
6	Bénéfices stratégiques	(Emplois créés / sécurité / résilience / innovation et transfert de technologie / compétitivité / contenu local, /viabilité et développement territoriale / articulation selon une chaîne de valeur, additionnalité, etc.)	10			
7	Pérennité / Durabilité	Pérennité et durabilité des résultats et effets attendus du projet.	5			
8	Avantages et coûts intangibles	Avantages et coûts qui n'ont pas été intégrés dans le bilan socioéconomique monétisé (paix, cohésion sociale, estime de soi, Stress, mixité sociale, etc.)	5			
9	Faisabilité /risques potentiels	A partir des résultats de la matrice d'analyse des risques en annexe.	5			
10	Potentialité ou opportunité du projet à être réalisé en PPP	Opportunité d'un gain d'efficacité ou d'innovation technologique ou technique avec l'implication d'un privé/ besoin ou nécessité d'une gestion optimale (partage ou transfert) du risque / Caractère marchand du projet/etc.	10			
11	Impacts environnementaux (Atténuation, adaptation aux changements climatiques, etc.)	Lien du projet avec l'environnement, les changements climatiques, etc.	5			
<b>TOTAL</b>			<b>100</b>			

**Source :** Direction de la Planification, 2021

Groupe 2		PROJETS D'APPUI A LA PRODUCTION (Transport – Energie - Etc.)				
INTITULE DU PROJET	CRITERES D'EVALUATION	COMMENTAIRES	POIDS DGPPE	POIDS GT	SCORE	OBSERVATIONS
1	Cohérence/Pertinence/opportunité	Cohérence dans sa structuration et cohérence à la stratégie sectorielle	5			
		Une note < 3 entraîne un rejet du projet				
2	Pertinence des activités et bien fondé des couts	L'analyse de ce critère conduit à la révision des activités et/ou des coûts.	5			
		La part du fonctionnement est calculée à ce niveau.  P doit être < 30 %.				
3	Équité (social-territoriale-genre)	Contribution du projet à la réduction de la fracture sociale et/ou territoriale.	5			
		Proportion des enfants et des femmes dans le groupe bénéficiaire des effets et impacts du projet				
4	Viabilité/rentabilité financière	Score=10 si TRI ≥9 Score=5 si TRI <9 Si le TRI est incalculable alors qu'il est possible de l'obtenir alors on considère 70% de la note maximale soit 7	10			
5	Pérennité / Durabilité	Pérennité et durabilité des résultats et effets attendus du projet	5			
6	Rentabilité socioéconomique (ACA/MPR)	Score=30 si TRIE ≥9 Score=15 si 6% ≤ TRIE <9% Score=0 si TRIE <6% Si le TRIE est incalculable alors qu'il est possible de l'obtenir alors on considère 70% de la note maximale 21.	30			

INTITULE DU PROJET	CRITERES D'EVALUATION	COMMENTAIRES	POIDS DGPPE	POIDS GT	SCORE	OBSERVATIONS
7	Bénéfices stratégiques	(Emplois créés /sécurité /résilience / innovation / compétitivité / contenu local / /viabilité et développement territoriale /articulation selon une chaine de valeur, additionnalité, etc.)	15			
8	Avantages et coûts intangibles	Avantages et couts qui n'ont pas été intégrés dans le bilan socioéconomique monétisé (paix, cohésion sociale, estime de soi, troubles psychologiques, mixité sociale	5			
9	Faisabilité /performance du projet/risques potentiels	A partir des résultats de la matrice d'analyse des risques en annexe	5			
10	Potentialité du projet à être réalisé en PPP	Opportunité d'un gain d'efficience ou d'innovation technologique ou technologique avec l'implication d'un privé/ besoin ou nécessité d'une gestion optimale (partage ou transfert) du risque / Caractère marchand du projet/contrainte budgétaires important au vu du coût du projet, etc.	10			
11	Impacts environnementaux (Atténuation, adaptation aux changements climatiques, etc.)	Lien du projet avec l'environnement, les changements climatiques etc.	5			
<b>TOTAL</b>			<b>100</b>			

Source : Direction de la Planification, 2021

<b>Groupe 3</b>		<b>PROJETS SOCIAUX (Éducation/formation-santé - Protection sociale - Eau et assainissement - Habitat et urbanisme - Etc.)</b>				
<b>INTITULE DU PROJET</b>	<b>CRITERES D'EVALUATION</b>	<b>COMMENTAIRES</b>	<b>POIDS DGPPE</b>	<b>POIDS GT</b>	<b>SCORE</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
<b>1</b>	Cohérence/Pertinence/opportunité	Cohérence dans sa structuration et cohérence à la stratégie sectorielle	<b>5</b>			
		Une note < 3 entraîne un rejet du projet				
<b>2</b>	Pertinence des activités et bien fondé des couts	Ce critère conduit à la révision des activités et/ou des coûts – la part p du fonctionnement est calculée à ce niveau. P doit être < 20 %	<b>5</b>			
<b>3</b>	Équité (sociale-territoriale-genre)	Contribution du projet à la réduction de la fracture sociale et/ou territoriale.	<b>20</b>			
		Proportion des enfants et des femmes dans le groupe bénéficiaire des effets et impacts du projet				
<b>4</b>	Viabilité/rentabilité financière	-score = 5 si TRI ≥ 9	<b>5</b>			
		-score = 2 si TRI < 9 ou incalculable				
<b>5</b>	Pérennité / Durabilité	Pérennité et durabilité des résultats et effets attendus du projet	<b>5</b>			
<b>6</b>	Rentabilité socioéconomique (ACA/MPR)	-score =5 si TRIE n'a pas été calculé	<b>10</b>			
		-score = 0 si TRIE < 9				
		-score = 10 si TRIE ≥ 9				

INTITULE DU PROJET	CRITERES D'EVALUATION	COMMENTAIRES	POIDS DGPPE	POIDS GT	SCORE	OBSERVATIONS
7	Bénéfices stratégiques	(Emplois créés, sécurité /résilience / innovation / compétitivité / contenu local /viabilité et développement territoriale/ articulation selon une chaine de valeur, additionnalité, etc.)	20			
8	Avantages et coûts intangibles	Avantages et couts qui n'ont pas été intégrés dans le bilan socioéconomique monétisé ((paix, cohésion sociale, estime de soi, troubles psychologiques, mixité sociale, etc.)	15			
9	Faisabilité /performance du projet/risques potentiels	A partir des résultats de la matrice d'analyse des risques en annexe	5			
10	Potentialité du projet à être réalisé en PPP	Opportunité d'un gain d'efficience ou d'innovation technologique ou technologique avec l'implication d'un privé/ besoin ou nécessité d'une gestion optimale (partage ou transfert) du risque / Caractère marchand du projet/contrainte budgétaires important au vu du coût du projet, etc.	5			
11	Impacts environnementaux (Atténuation, adaptation aux changements climatiques, etc.)	Lien du projet avec l'environnement, les changements climatiques etc.	5			
<b>TOTAL</b>			<b>100</b>			

**Source :** Direction de la Planification, 2021

Groupe 4		PROJETS ENVIRONNEMENTAUX (Environnement et Développement durable)				
INTITULE DU PROJET	CRITERES D'EVALUATION	COMMENTAIRES	POIDS DGPPE	POIDS GT	SCORE	OBSERVATIONS
1	Cohérence/Pertinence /opportunité	Cohérence dans sa structuration et cohérence à la stratégie sectorielle Une note < 3 entraine un rejet du projet	5			
2	Pertinence des activités et bien fondé des couts	Ce critère conduit à la révision des activités et/ou des coûts – la part p du fonctionnement est calculée à ce niveau. P doit être < 20 %	5			
3	Équité (sociale-territoriale-genre)	Contribution du projet à la réduction de la fracture sociale et/ou territoriale. Proportion des enfants et des femmes dans le groupe bénéficiaire des effets et impacts du projet	5			
4	Viabilité/rentabilité financière	-score = 5 si TRI $\geq$ 9 -score = 2 si TRI < 9 ou incalculable	5			
5	Pérennité / Durabilité	Pérennité et durabilité des résultats et effets attendus du projet	10			
6	Rentabilité socioéconomique (ACA/MPR)	-score = 5 si TRIE n'a pas été calculé -score = 0 si TRIE < 9 -score = 10 si TRIE $\geq$ 9	10			
7	Bénéfices stratégiques	(Emplois créés, sécurité /résilience / innovation / compétitivité / contenu local /viabilité et développement territoriale/ articulation selon une chaine de valeur, additionnalité, etc.)	20			
8	Avantages et coûts intangibles	Avantages et couts qui n'ont pas été intégrés dans le bilan socioéconomique monétisé (paix, cohésion sociale, estime de soi, troubles psychologiques, mixité sociale,	10			

INTITULE DU PROJET	CRITERES D'EVALUATION	COMMENTAIRES	POIDS DGPPE	POIDS GT	SCORE	OBSERVATIONS
9	Faisabilité /performance du projet/risques potentiels	Opportunité d'un gain d'efficience ou d'innovation technologique ou technologique avec l'implication d'un privé/ besoin ou nécessité d'une gestion optimale (partage ou transfert) du risque / Caractère marchand du projet/contrainte budgétaires important au vu du coût du projet, etc.	5			
10	Potentialité du projet à être réalisé en PPP	Opportunité d'un gain d'efficience ou d'innovation technologique ou technique avec l'implication d'un privé/ besoin ou nécessité d'une gestion optimale (partage ou transfert) du risque / Caractère marchand du projet/etc.	5			
11	Impacts environnementaux (Atténuation, adaptation aux changements climatiques, etc.)	Lien du projet avec l'environnement, les changements climatiques etc.	20			
<b>TOTAL</b>			<b>100</b>			

**Source :** Direction de la Planification, 2021

## CRITERES DE SELECTION DES PROJETS A INSCRIRE AU BUDGET

SCORE	DECISIONS
> 70 / 100	Proposé à l'inscription au budget avec d'éventuelles améliorations mineures recommandées
Entre 60 et 70 / 100	Nécessité d'améliorer, de restructurer le projet avant une seconde évaluation
< 60	Rejet du projet

**Source :** Direction de la Planification, 2021

## ANNEXE 5 : MATRICE DES PARTIES PRENANTES

PARTIES PRENANTES IMPORTANTES	INTERET PAR RAPPORT AU PROJET	FORCES	FAIBLESSES	ROLES ET RELATIONS FONCTIONNELLES	ACTIONS/ ACTIVITES ENVISAGEES
1					
2					
3					
4					

**Source :** Direction de la Planification, 2021

## **ANNEXE 6 : GLOSSAIRE**

**Analyse coûts-avantages** : Outil d'aide à la prise de décision qui permet d'établir la valeur économique d'un projet pour la collectivité.

**Analyse de sensibilité** : étape durant laquelle la fluctuation des variables susceptibles d'affecter significativement les résultats de l'évaluation est opérée.

**Avantage** : ensemble des satisfactions apportées par une mesure publique à des individus, à des groupes d'individus, à la collectivité ou à des usagers extérieurs, considérés comme étant les bénéficiaires de celles-ci. Au plan économique, il est défini, pour un espace considéré, comme toute appréciation de ressources directes ou indirectes liées à l'implantation ou à la mise en œuvre de la mesure publique.

**Bénéficiaire (s)** : Individus, groupes ou organisations qui tirent profit d'une intervention directement ou indirectement.

**Cohérence** : caractéristique des éléments composant un programme qui font que ceux-ci s'agrègent en un tout et formant un vecteur commun dans la poursuite des objectifs en l'absence de contradiction.

**Coûts et avantages intangibles** : Coûts et avantages n'ayant pas directement de valeur sur le marché.

**Critère** : ensemble de caractéristiques servant de base pour porter un jugement de valeur. Le critère est un angle de vue qui permet de porter une appréciation sur une action.

**Équité** : critère qui est de nature à modifier la décision politique de façon à parvenir à une répartition particulière des revenus dans l'économie (subventions aux transports publics, aux groupes à faibles revenus ou en faveur d'objectifs de développement régional, par exemple).

**Évaluation** : processus d'estimation de la valeur d'un bien ou service. Cette valeur est généralement exprimée en termes monétaires.

**Évaluation ex ante (ou préalable)** : analyse effectuée avant la mise en œuvre d'une intervention. Elle éclaire la prise de décision.

**Faisabilité** : potentialité du projet à être réalisé sur le plan technique, économique, social, environnemental, juridique, etc.

**Genre** : ensemble des caractéristiques relatives à la masculinité et à la féminité ne relevant pas de la biologie, mais de la construction sociale.

**Objectif général / global** : l'objectif global est la raison d'être du projet/programme. C'est une finalité, un but que l'on se fixe et dont la réalisation se fera à travers un projet. Il exprime une volonté et oriente l'action en cohérence avec des axes stratégiques et opérationnels. Il ne comporte pas de critères d'évaluation et ne définit pas d'actions observables et mesurables (cf. Guide DP, 2020).

**Parties prenantes** : les divers individus et organismes qui sont directement et indirectement affectés par la mise en œuvre et les résultats d'une intervention spécifique et qui sont susceptibles d'avoir des intérêts à son évaluation globale.

**Performance** : optimisation des services rendus aux citoyens.

**Pertinence** : le bien-fondé des objectifs d'une intervention (a-t-elle répondu et/ou répond-elle encore, aujourd'hui, aux besoins identifiés ?), indépendamment de sa mise en œuvre ou des effets produits et leur adéquation pour atteindre l'objectif général.

**Programme** : ensemble de projets, souvent variés, structurés autour d'activités concourant à un objectif global ou sur un ensemble d'objectifs spécifiques en vue de produire des biens ou des services à l'aide de ressources humaines, matérielles et financières organisées de façon cohérente.

**Projet** : intervention publique multiforme, non divisible et dynamique visant à atteindre des objectifs opérationnels destinés à lever des contraintes ou en réduire mais également et/ou exploiter certains potentiels. Le projet, une composante d'un programme qui contribue en partie à satisfaire un besoin, est une intervention destinée à provoquer des changements.

**Ratio Avantages/coûts économique (RACE)** : Il compare les flux des avantages actualisés aux flux des coûts actualisés.

**Risque** : danger éventuel plus ou moins prévisible qui peut affecter l'issue ou les performances du projet.

**Valeur actuelle nette économique (VANE)** : elle représente la valeur des flux de trésorerie liée à un investissement actualisé, au taux de rentabilité exigé par le marché, compte tenu du risque. Elle représente donc le montant de la création de valeur anticipée sur l'investissement.

**Valeur actualisée nette** : Indicateur économique permettant de comparer différents scénarios d'aménagement. Cet indicateur évalue la différence entre l'ensemble des avantages et l'ensemble des coûts pour la durée totale du projet, en employant le taux d'actualisation.

**Viabilité** : elle consiste à apprécier la capacité des actions à se poursuivre de manière autonome. Il s'agit d'apprécier leurs chances de survie lorsque les appuis extérieurs auront cessé.

**Taux d'Actualisation** : l'actualisation consiste à ramener sur une même base des flux financiers non directement comparables qui se produisent à des dates différentes. Ce taux est utilisé pour déprécier des flux futurs et déterminer leur valeur actualisée c'est à dire leur valeur à la date d'aujourd'hui. La valeur donnée au temps étant le fondement de l'actualisation, ce taux est toujours positif.

**Taux de Rendement interne économique** : Taux qui annule la valeur actualisée nette économique.

**Taux de Rentabilité interne économique (TRIE)** : C'est le taux par lequel il y a équivalence entre le capital investi et l'ensemble des cash-flows actualisés.





**RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**

*Un Peuple - Un But - Une Foi*

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION**



**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION  
ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**

**DIRECTION DE LA  
PLANIFICATION**



64, Rue Carnot X Saint Michel



+221 33 889 72 78



[www.dgppe.sn](http://www.dgppe.sn)  
[www.plandev.sn](http://www.plandev.sn)